

BOUIRA

La grève de Carravic relancée

Plus de 270 travailleurs de l'entreprise Carravic (carrefour de l'aviculture), filiale de l'Orac (Office régional avicole du centre) et travaillant au niveau des deux unités de Aïn-Laloui et El Esmam, dans la wilaya de Bouira, sont entrés une seconde fois en l'espace de deux mois en grève illimitée pour dénoncer les promesses non tenues du directeur général de l'entreprise.

En effet, selon les travailleurs que nous avons rencontrés hier sur place au niveau de l'unité d'El Esmam, le directeur général par intérim, qui s'était réuni avec les représentants des travailleurs pour discuter d'une plate-forme de revendications de 18 points, s'était engagé, après une grève de près d'une semaine, à prendre en charge toutes les revendications, notamment celles relatives aux heures supplémentaires, à la convention collective, aux congés annuels, à l'annulation de toutes les décisions prises à l'en-

contre des travailleurs, à l'association du partenaire social dans les décisions de l'entreprise, au départ du directeur de l'unité de Aïn Laloui, à la réintégration de tous les travailleurs licenciés qui ont eu gain de cause auprès de la justice, à la réouverture de la couveuse de l'unité de Aïn Laloui et enfin, l'envoi d'une commission d'enquête pour déterminer les causes des blocages au niveau de ces deux unités.

Ainsi, et selon un avis de retour à la grève déclenchée ce mardi, il est dit que cette reprise a été décidée après que le procès-verbal ayant sanctionné la réunion du 26 décembre dernier, une réunion venue en pleine grève, et regroupant le représentant du groupe avicole, la direction générale Carravic, la coordination du syndicat UGTA Onab, l'union de wilaya UGTA, l'inspection du Travail de Bouira, et qui a fait état de la prise en charge des revendications émises par les travailleurs, s'est retrouvé foulé aux pieds.

Et pour étayer leurs dires, les travailleurs ont expliqué la chronologie des événements et les multiples démarches entreprises depuis cette date mais sans

résultat. En premier lieu, ils rappellent la demande émise le 29 décembre dernier et ignorée par la direction générale et relative à la tenue de l'assemblée générale ; ensuite la mise au placard des revendications socioprofessionnelles sur lesquelles elle s'est pourtant engagée, et ce, malgré le rappel par une correspondance adressée par l'inspection générale, et enfin les réunions infructueuses tenues les 22 et 26 janvier dernier ainsi que le 2 février dernier mais sans résultats sur les points essentiels, ainsi que les pressions exercées sur les travailleurs par certains délégués et le blocage de l'activité syndicale décidée par le directeur général par intérim de l'entreprise et des deux directeurs des deux unités.

Pour toutes ces raisons, les travailleurs ont repris la grève illimitée et assurent que la seule solution à leurs problèmes est le départ du directeur général par intérim et une dizaine de personnes qui gravitent autour de lui. Rappelons que pendant cette grève, un service minimum est assuré au niveau des batteries des poules pondeuses notamment.

Y. Y.

TIZI-OUZOU

Nedjma fait un tabac

La foire mobile Nedjma, organisée du 30 janvier au 5 février à la maison de la culture Mouloud-Mammeri, à Tizi ouzou, a fait un tabac auprès du public tizi-ouzéen d'après le nombre d'entrées évalué à un millier de visiteurs par jour, selon le responsable de cette manifestation promotionnelle ponctuée par sept tombolas, une par jour, dont une super pour la clôture de la foire.

Organisée en collaboration avec son partenaire distributeur, 7 Telecom, la foire Nedjma a regroupé neuf points parmi les meilleurs de la wilaya afin de fidéliser davantage non seulement ses clients habituels mais aussi tenter une nouvelle

percée dans le marché de la téléphonie mobile. Pour ce faire, l'opérateur n'a pas lésiné sur les moyens proposant, outre ses meilleurs produits et services, des cadeaux pour chaque contrat réalisé sur-le-champ avec, en plus, la partici-

pation automatique à une tombola quotidienne. Les points de vente présents se sont montrés très entreprenants et accueillants pour faire le plein de visiteurs et de nouveaux clients.

Ceux chargés d'établir des contrats de vente n'ont pas chômé au cours des sept jours de la manifestation, a-t-on constaté sur place.

Hormis les constatations que l'on pouvait faire de visu sur le succès de la foire, les organisateurs se sont montrés avares de détails, notamment

sur les opérations réalisées et le nombre d'abonnés au niveau de la wilaya. La cellule de communication s'est contentée de nous donner le nombre d'abonnés au niveau national qui est de 4 millions, d'après notre correspondant au téléphone.

Le bilan de cette foire et de celles déjà organisées à Saïda, Bliida et Sétif est réservé à l'usage interne. On sait tout de même qu'environ 300 à 400 personnes ont participé à chacune des tombolas organisées durant la foire de Tizi Ouzou.

B. T.

AÏN-EL-HAMMAM

L'internat pour bientôt

Jugé presque inutile et sans importance, l'internat a disparu du jargon même de l'éducation pendant des lustres, du moins à l'échelle locale.

Aujourd'hui, il constitue une aubaine pour des dizaines, voire des centaines de lycéens et lycéennes en quête de stabilité. Ainsi, deux enveloppes consistantes ont été allouées par les instances concernées pour ouvrir l'internat des deux lycées de l'ex-Michelet (Ben-Boulaïd et le lycée de jeunes filles). Il y a quelques années, on considérait que le régime de l'internat était beaucoup plus motivant, d'autant plus que l'élève y était à plein temps. La réforme et le manque de

moyens, notamment le transport scolaire, ont mis fin à ce « privilège ». Et les parents ont vite opté pour cette facilité : garder leurs potaches chez eux. Toutefois, quelques bus assurant le transport scolaire et datant par exemple de 1985 (des cars de Sonacome 49V8) n'arrivent plus à répondre d'une manière efficace et durable à la demande de centaines d'élèves. Ces derniers sont souvent contraints à subir les désagréments des retards répétés au quotidien, causés par des pannes. Délaissés depuis plus de sept ans, les dortoirs du lycée de jeunes filles bénéficient d'une enveloppe conséquente pour leur réaménagement, à commencer par la réparation de la toiture afin de parer aux éventuelles infiltrations des eaux de pluie. « Cette

initiative viendra soulager un tant soit peu les élèves des villages lointains d'Aït Yahia, d'Abi Youcef ou d'Akbil qui souffrent souvent de l'éloignement », dira le proviseur qui demeure convaincu que cette formule sera sans aucun doute un vecteur privilégié pour la nouvelle réforme, à condition de doter l'établissement en moyens et conditions de travail favorables. De l'avis des parents d'élèves qui accueillent avec intérêt cette nouvelle, « il serait très intéressant d'optimiser l'internat, dans la mesure où les instances concernées s'attelleraient à entreprendre des engagements en matière de sécurité, car l'établissement est situé dans un endroit isolé de la ville de l'ex-Michelet ».

A. Saly

DRAË-EL-MIZAN

À quand une station d'épuration ?

Lancée en grande pompe, la réalisation d'une station d'épuration et de traitement des eaux usées est toujours attendue par toute la population locale.

Certes, des bassins de décantation sont installés et fin prêts pour servir, toutefois l'équipement nécessaire à leur fonctionnement demeure inexistant. Ça fait maintenant plus d'une année et rien n'est fait. C'est un projet implanté à la sortie nord de la ville sur la RN 25 vers Tizi-Ouzou. C'est un bon choix, estiment les spécialistes en la matière, néanmoins ils sont sceptiques quant à sa capacité. « Elle n'a rien à

voir avec une station d'épuration, ce ne sont que de simples bassins de décantation destinés normalement à une petite ville de pas plus de 5 000 habitants alors que la nôtre compte près de 25 000 », nous fait savoir un habitant apparemment bien informé.

Au moment où des campagnes pour la sauvegarde de l'environnement et de lutte contre la pollution sont lancées à travers tout le pays, des eaux

usées de toute la ville et villages de la commune continuent à être déversées dans la rivière bordant la RN 25, à ciel ouvert depuis belle lurette. Les propriétaires de terres agricoles et les habitants vivant tout au long de la rivière souffrent le martyre.

En effet, ils dénoncent la lenteur de la réalisation de ce projet. « Pour nous, c'est tout simplement un abandon, nous avons assez attendu. Nous sommes exposés à un véritable danger sanitaire, les eaux usées coulant de jour comme de nuit. Elles dégagent des

odeurs nauséabondes, nous ne pouvons même pas aérer nos habitations.

Ajouter à tout cela les nuées de moustiques, vecteur de multiples maladies, qui nous envahissent chaque été », s'indigne un riverain du village agricole jouxtant l'implantation du projet. Cette station répondra aussi aux exigences agricoles en matière d'irrigation lorsqu'on sait que la majorité des terres agricoles que compte la commune de Draâ-El-Mizan se situe à proximité de cette station.

Slimane S.

TLEMCCEN

Où sont passés les élus ?

Tlemcen, ville d'art et d'histoire. C'est par ce slogan flatteur que vous êtes accueilli à l'entrée de la capitale des Zianides.

Ce qualificatif, on ne peut plus noble, a perdu toute sa signification au fil des ans. La cité qui naguère inspirait cheikh Larbi Bensari et cheikha Tetma n'offre plus rien aux visiteurs étrangers et encore moins aux autochtones.

Un environnement hostile

Ce que l'on identifie administrativement par le Grand Tlemcen, c'est tout juste l'éclatement de la grande municipalité de Tlemcen qui a été morcelée en trois communes : Tlemcen, Chetouane et Mansourah.

Ce découpage des années 1980 a dessossé la ville et géré un tel espace aujourd'hui relève du miracle. En l'absence de véritables élus et d'une société civile qui se cherche, la ville de Tlemcen se meurt au vu et au su de tout le monde. Le plus désolant c'est cette attitude du citoyen qui a fini par baisser les bras et s'accommoder à un quotidien qui l'agresse sans réagir.

Saleté et insécurité pour décor

La ville croule sous le poids de la saleté et les citoyens manifestent une grande crainte devant les actes d'agression. Il vous suffit de passer près du marché couvert qui date du siècle dernier (construit en 1904) pour avoir une idée de ce que c'est l'hygiène publique : la pouture agresse le centre-ville et cela ne semble pas inquiéter les fidèles de la grande mosquée, voisine des lieux. Le palais du Mechouar qui a été restauré à coups de milliards sert de refuge au SDF et parfois à d'étranges et dangereux nocteurs. L'ex-palais du roi Abdelmoumène reste le symbole d'une grande civilisation et devrait faire l'objet d'une attention particulière de la part de ces élus qui sont chargés de veiller sur le patrimoine historique de ce pays.

Il en est de même pour le Grand Bassin, appelé jadis jardin Saridj M'Beda. Cet espace cher aux Tlemcéniens accueillait autrefois les fêtes foraines, le cirque et bien d'autres manifestations. Reconverti en espace vert, il est devenu la chasse gardée des racoleurs et autres drogués. Quant au jardin public qui le surplombe, mieux vaut ne pas en parler, c'est un véritable coupe-gorge que les familles ont déserté depuis longtemps.

La banlieue ouest de Mansourah défigurée

Quand on évoque Mansourah, on le fait avec un pincement au cœur. Érigée en commune et sans ressources, la cité mérinide a fait l'objet d'un véritable pogrom écologique. L'acier et le béton ont fait disparaître les grands champs d'amandiers et de cerisiers, même les sources se sont taries à cause des sondages anarchiques. Seule Aïn Mekdad continue à couler, défiant le temps et les années de sécheresse. Mais pour combien de temps encore ?

Pour les nostalgiques de la nature, ils peuvent toujours contempler le majestueux minaret de Mansourah qui domine de ses trente mètres toute la plaine et cela depuis plus de sept siècles. Tlemcen n'est plus cette ville qui a fasciné Ibn-Khaldoun et d'autres poètes. Louis Abadie peut toujours s'accrocher à son « passé rapproché » entre 1937 et 1962, et les amis du Vieux Tlemcen peuvent toujours verser une larme sur la ville d'art et d'histoire. Toutefois, pour la commune de Mansourah, on peut espérer un renouveau avec les nouveaux élus, eu égard à leur niveau (le P/APC est ingénieur d'Etat).

M. Zenasni

RELIZANE

Un Micro d'or pour la radio locale

« Il n'est pas plus aveugle que celui qui ne veut rien voir », dit l'adage. Telle pourrait être la portée du message qu'a tenu à lancer M. Nasreddine Bloud, directeur de la radio locale de Relizane, dans une cérémonie organisée au sein de son institution. « Investir dans l'auditeur, intensifier les activités et faire en sorte que la radio soit largement écoutée et puisse marquer sa présence dans la société, tels sont les principes qui guident notre obstination à vouloir faire toujours plus. »

La radio locale de Relizane a décroché le Micro d'or de la meilleure réalisation de l'émission intitulée « Mess el djen », réalisée par M. Lounakal Daouadi, chef de la production. Cette émission a été choisie par la commission d'évaluation du concours de la deuxième édition du Micro d'or organisée par la direction des radios nationales.

Il est à signaler que la radio de Relizane a participé trois fois au concours de la meilleure réalisation.

A. Rahmane